bat. *Pour soulever les masses, les partis doivent s'engager eux-mêmes*, en ouvrant une campagne révolutionnaire hardie dans le pays. Mais les organisations dirigeantes, le Parti Communiste y compris, n'en ont pas le courage. Le P. C. rejette ses tâches et ses responsabilités sur les masses. Il exige que des millions d'hommes laissés par lui sans direction révolutionnaire entreprennent des combats dispersés pour des revendications partielles et montrent ainsi aux bureaucrates sceptiques qu'ils sont prêts à mener la lutte. Peut-être alors les grands chefs consentiront-ils à commander l'offensive. Au lieu de *diriger* les masses, le Comité Central bureaucratique *examine* les masses, leur donne une mauvaise note et justifie ainsi son opportunisme et sa lâcheté.

Des recettes toutes faites « selon Lénine »

Au moment de l'équilibre économique et politique relatif de la France (1929-1933) le Comité Central du Parti Communiste proclama la « troisième période » et ne voulait se satisfaire que de la conquête de la rue par les barricades. Maintenant, au moment de la crise économique, sociale et politique, le même Comité Central se contente d'un modeste programme de « revendications immédiates ». Cette contradiction absurde est le produit complexe de plusieurs facteurs ; l'effroi devant ses dernières fautes, l'incapacité de prêter l'oreille à la masse, l'habitude bureaucratique de prescrire au prolétariat une feuille de route toute faite, enfin, l'anarchie intellectuelle, résultat de zigzags, de falsifications, de mensonges et de répressions sans nombre.

L'auteur immédiat du nouveau programme est, sans doute, le « chef » actuel de l'Internationale Communiste Bela-Kun, qui va toujours tour à tour de l'aventurisme à l'opportunisme. Ayant lu dans Lénine que les bolchéviks furent *dans certaines conditions* pour les grèves, et les menchéviks contre, Bela-Kun fonda en un clin d'œil sur cette découverte sa politique « réaliste ». Mais pour son malheur, Bela-Kun n'avait pas ouvert Lénine... à la bonne page.

A certaines périodes, les grèves économiques jouèrent réellement un rôle énorme dans le mouvement révolutionnaire du prolétariat russe. Or, le capitalisme russe n'était pas pourri à ce moment-là, mais grandissait et s'élevait rapidement. Le prolétariat russe était une classe vierge et les grèves étaient pour lui la première forme d'éveil et d'activité. Enfin, le large débordement des grèves coïncida chaque fois avec l'essor conjoncturel de l'industrie.

Aucune de ces conditions n'existe en France. Notre prolétariat a derrière lui une grandiose école de révolution, de lutte syndicale et parlementaire, avec tout l'héritage positif et négatif de ce riche passé. Il serait difficile d'attendre un débordement spontané du mouvement gréviste en France, même en période d'essor économique, d'autant plus lorsque la crise conjoncturelle approfondit les plaies du déclin capitaliste.

Non moins important est l'autre côté de la question. Au moment du premier mouvement gréviste impétueux en Russie, il y eut une seule fraction de la social-démocratie russe qui tenta de se borner à des revendications économiques partielles : ce fut ceux qu'on appela les « économistes ». Selon leur opinion, il fallait repousser le mot d'ordre : « A bas l'autocratie! » jusqu'à l'apparition d'une « situation révolutionnaire ». Lénine jugea les « économistes » comme de misérables opportunistes. Il montra qu'*il faut préparer activement une situation révolutionnaire* même en période de mouvement gréviste.

Il est en général absurde de tenter de transporter mécaniquement en France les diverses étapes et les divers épisodes du mouvement révolutionnaire russe. Mais il est encore moins possible de le faire à la manière de Bela-Kun, qui ne connaît ni la Russie, ni la France, ni le marxisme. A l'école de Lénine, il faut apprendre la *méthode d'action* et non pas changer le léninisme en citations et en recettes, bonnes pour tous les cas de la vie.

« La Paix, le Pain et la Liberté ! »

Ainsi, la situation en France, selon l'opinion des stalinistes, n'est pas révolutionnaire; les mots d'ordre révolutionnaires, par ce fait, sont inopportuns; il faut concentrer toute l'attention sur les grèves économiques et les revendications partielles. Tel est le programme. C'est un programme opportuniste et sans vie, mais c'est un programme.

A côté de lui, il y en a, pourtant, un autre. L'*Humanité* répète chaque jour le triple mot d'ordre : « La paix, le pain, la liberté. » C'est sous ce drapeau, explique l'*Humanité*, que les bolcheviks ont vaincu en 1917. A la suite des stalinistes, Just répète la même idée. Très bien. Mais en 1917, en Russie, il y avait une situation notoirement révolutionnaire. Comment donc des mots d'ordre, qui ont assuré le succès de la révolution prolétarienne, se trouvent-ils bons comme « revendications immédiates » dans une situation non-révolutionnaire ? Que les augures de l'*Humanité* nous expliquent à nous, simples mortels, ce mystère.

Nous, pour notre part, nous rappellerons quelles « revendications immédiates » renfermaient le triple mot d'ordre des bolchéviks.

« *Pour la paix.* » Cela signifiait en 1917, dans les conditions de la guerre, la lutte contre tous les partis patriotiques, des monarchistes aux menchéviks, la revendication de la publication de tous les traités secrets, la mobilisation révolutionnaire des soldats contre le commandement et l'*organisation de la fraternisation* sur les fronts. « Pour la paix ! », cela signifiait un défi au militarisme de d'Autriche et de l'Allemagne, d'une part, de l'Entente, de l'autre. Le mot d'ordre des bolcheviks signifiait ainsi la politique la plus hardie et la plus révolutionnaire qu'ait jamais connue l'histoire de l'humanité.

« Lutter » pour la paix en 1935, en alliance avec Herriot et les « pacifistes » bourgeois, c'est-à-dire les impérialistes hypocrites, signifie simplement soutenir le statu quo, bon *au moment présent* pour la bourgeoisie française. Cela signifie endormir et démoraliser les ouvriers par les illusions du « désarmement », des « pactes de non-agression », par le mensonge de la Société des Nations, en préparant une nouvelle capitulation des partis ouvriers au moment où la bourgeoisie française ou ses rivaux trouveront bon de renverser le *statu quo*.

« *Pour le pain !* » Cela signifiait pour les bolcheviks en 1917 l'*expropriation de la terre et des réserves de blé chez les propriétaires fonciers et les spéculateurs* et le *monopole du commerce du blé dans les mains du gouvernement des ouvriers et des paysans*. Que signifie « Pour le pain ! » chez nos stalinistes en 1935 ? Une simple répétition verbale!

« *Pour la liberté !* ». Les bolcheviks montraient aux masses que la liberté reste une fiction, tant que les écoles, la presse, les lieux de réunion restent dans les mains de la bourgeoisie. « Pour la liberté ! » signifiait : la prise du pouvoir par les soviets, l'expropriation des propriétaires fonciers, le contrôle ouvrier sur la production.

« Pour la liberté ! », en alliance avec Herriot et les vénérables dames des deux sexes de la Ligue des Droits de l'Homme, signifie soutenir les gouvernements semi-bonapartistes, semi-parlementaires, et rien d'autre. La bourgeoisie a besoin actuellement non seulement des bandes de de la Rocque, mais aussi de la réputation « gauche » de Herriot. Le capital financier s'occupe d'armer les fascistes. Les stalinistes restaurent la réputation gauche de Herriot à l'aide des mascarades du « Front Populaire ». Voilà à quoi servent en 1935 les mots d'ordre de la Révolution d'Octobre !

Dragons et Puces

A titre de seul exemple de la nouvelle politique « réaliste », la résolution du Comité Central raconte que les chômeurs de Villejuif mangent la soupe des Croix de Feu et crient : « La Rocque au poteau ! ». Combien d'hommes mangent la soupe, combien crient, on ne nous le dit pas : les stalinistes ne peuvent souffrir les chiffres. Mais là n'est pas la question... Jusqu'où doit tomber le parti « révolutionnaire » pour, dans une résolution programmatique, ne pas trouver d'autre exemple de politique prolétarienne que les cris impuissants d'ouvriers accablés et affamés, contraints de se nourrir des miettes de la philanthropie fasciste. Et ces chefs ne se sentent ni humiliés, ni honteux !

Marx citait une fois, en parlant de certains de ses disciples, les paroles de Heine : « J'ai semé des dragons, et j'ai récolté des puces. » Nous craignons bien que les fondateurs de la Troisième Internationale doivent répéter ces mêmes paroles... Et pourtant, notre époque a besoin non pas de puces, mais de dragons !

III

La lutte contre le fascisme et la grève générale

Le programme de l'Internationale Communiste et le Fascisme

Le programme de l'Internationale Communiste, écrit en 1928, dans la période du déclin théorique de l'I.C., dit : « L'époque de l'impérialisme est l'époque du capitalisme agonisant. » En soi, cette affirmation, formulée bien auparavant par Lénine, est absolument indiscutable et a une importance décisive pour la politique du prolétariat à notre époque. Mais les auteurs du programme de l'Internationale Communiste n'ont absolument pas compris la thèse mécaniquement adoptée par eux sur le capitalisme *agonisant* ou *pourrissant*. Cette incompréhension apparut d'une façon particulièrement claire dans la question la plus brûlante pour nous : le fascisme.

Le programme de l'Internationale Communiste dit à ce sujet : « *A côté* de la social-démocratie, qui aide la bourgeoisie à étouffer le prolétariat et à en endormir sa vigilance, apparaît le fascisme. » L'Internationale Communiste n'a pas compris que la mission du fascisme n'est pas d'agir *à côté* de la social-démocratie, mais d'écraser toutes les anciennes organisations ouvrières, y compris les organisations réformistes. La tâche du fascisme, c'est, selon les termes du programme, « d'anéantir les couches *communistes* du prolétariat et leurs cadres dirigeants. » Le fascisme ne menacerait absolument pas la social-démocratie et les syndicats réformistes; au contraire, la social-démocratie elle-même jouerait de plus en plus un « rôle fasciste ». Le fascisme ne ferait qu'compléter l'œuvre du réformisme, en agissant « *à côté* de la social-démocratie ».

Nous citons non pas l'article de quelconques Thorez ou Duclos qui se contredisent à chaque pas, mais le document fondamental de l'Internationale Communiste, son programme. (Voir Chapitre II, paragraphe 3 : « La crise du capitalisme et le fascisme ».) Nous avons là devant nous tous les éléments fondamentaux de la théorie du *social-fascisme*. Les chefs de l'Internationale Communiste n'ont pas compris que le capitalisme pourrissant ne peut plus s'accommoder de la social-démocratie la plus modérée et la plus servile, ni en tant que parti au pouvoir ni en tant que parti dans l'opposition. Le fascisme est appelé à prendre place non pas « à côté de la social-démocratie », mais sur ses os. C'est précisément de là que vinrent la possibilité, la nécessité et l'urgence du front unique. Mais la malheureuse direction de l'Internationale Communiste n'a tenté d'appliquer la politique du front unique que dans la période où celle-ci n'était pas imposée à la social-démocratie. Dès que la situation du réformisme fut ébranlée et que la social-démocratie tomba sous les coups, l'Internationale Communiste se refusa au front unique. Ces gens ont le fâcheux penchant de mettre un manteau en été et d'aller en hiver sans même une feuille de vigne !

Malgré l'expérience instructive de l'Italie, l'Internationale Communiste a inscrit sur son drapeau l'aphorisme génial de Staline : « La social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux ». C'est la principale cause de la défaite du prolétariat allemand. Certes, dans la question du front unique, l'I. C. a accompli un brusque tournant : les faits se sont trouvés plus puissants que le programme. Mais le programme de l'Internationale Communiste n'a été ni supprimé, ni modifié. Ses erreurs fondamentales n'ont pas été expliquées aux ouvriers. Les chefs de l'Internationale Communiste, qui ont perdu confiance en eux-mêmes, conservent *pour tous les cas* un pont de retraite vers les positions du « social-fascisme ». Cela donne à la politique du Front Unique un caractère sans principe, diplomatique et instable.

Les illusions réformistes des Stalinistes

L'incompréhension du sens de la thèse de Lénine sur le « capitalisme agonisant » donne à toute la politique actuelle du Parti Communiste français un caractère d'impuissance criarde, complétée par des illusions réformistes. Alors que le fascisme représente le produit organique du déclin capitaliste, les stalinistes sont subitement persuadés de la possibilité de mettre fin au fascisme, sans toucher aux bases de la société bourgeoise.

Le 6 mars, Thorez écrivait pour la 101e fois dans l'*Humanité* :

> « Afin d'assurer l'échec *définitif* du fascisme, nous proposons de nouveau au parti socialiste l'action commune pour la défense des revendications immédiates... »

Tout ouvrier conscient doit bien réfléchir à cette phrase « programmatique ». Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. Les « revendications immédiates », ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment donc, en restant sur le terrain du capitalisme pourrissant, peut-on « assurer l'échec définitif (!) » du fascisme ?

Quand Jouhaux dit : en mettant fin à la crise (ce n'est pas si simple !), nous aurons vaincu par cela même le fascisme, Jouhaux, au moins, est fidèle à lui-même : il garde encore et toujours espoir dans la régénérescence et le rajeunissement du capitalisme. Or, les stalinistes reconnaissent en paroles l'inéluctabilité de la décomposition prochaine du capitalisme. Comment peuvent-ils donc promettre d'assainir la superstructure politique, en assurant l'échec définitif du fascisme, et en même temps laisser intacte la base économique pourrissante de la société?

Pensent-ils que le grand capital peut à sa guise faire tourner la roue de l'histoire en arrière et se mettre de nouveau sur la voie des concessions et des « réformes »? Croient-ils que la petite bourgeoisie peut être sauvée, à l'aide de « revendications immédiates », de la ruine croissante, du déclassement et du désespoir? Comment accorder alors ces illusions trade-unionistes et réformistes avec la thèse sur le capitalisme agonisant ?

Prise dans son plan théorique, la position du Parti Communiste représente, comme nous le voyons, l'absurdité la plus complète. Regardons comment apparaît cette position à la lumière de la lutte pratique.

La lutte pour les revendications immédiates et le Fascisme

Le 28 février, Thorez exprimait dans les termes suivants la même idée centrale et radicalement fausse de la politique actuelle du Parti Communiste :

> « Pour battre définitivement le fascisme, il faut de toute évidence enrayer l'offensive économique du capital contre le niveau de vie des masses travailleuses. »

Pourquoi la milice ouvrière ? Pourquoi une lutte directe contre le fascisme ? Il faut tendre à élever le niveau de vie des masses et le fascisme disparaîtra comme par enchantement.

Hélas, dans ces lignes, toute la perspective de la lutte prochaine est complètement défigurée, les relations réelles sont mises la tête en bas. Les capitalistes viennent au fascisme non pas selon leur bon plaisir, mais par nécessité : ils ne peuvent plus conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en semant autour d'eux la misère et le désespoir. Craignant en même temps la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, en accusant celui-ci de rendre la crise plus longue et plus profonde, et financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers.

Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, à l'encontre des paroles de Thorez, ne disparaîtra pas, mais au contraire grandira deux fois plus. La croissance du mouvement gréviste provoquera une mobilisation des briseurs de grèves. Tous les bandits « patriotes » entreront dans le mouvement. Des attaques quotidiennes contre les ouvriers viendront à l'ordre du jour. Fermer les yeux là-dessus, c'est aller à une perte assurée.

Est-ce à dire, répliqueront Thorez et consorts, qu'il ne faut pas riposter ? (Et suivront à notre adresse les injures habituelles, par-dessus lesquelles nous passerons, comme par-dessus une flaque d'eau sale). Non, il est nécessaire de riposter. Nous n'appartenons nullement à l'école qui pense que le meilleur moyen de sauvegarde est le silence, la retraite, la capitulation. « Ne provoquez pas l'ennemi ! » , « Ne vous défendez pas ! », « Ne vous armez pas ! », « Couchez-vous sur le dos, les quatre pattes en l'air ! ». Il faut chercher les théoriciens de cette école stratégique non pas chez nous, mais à la rédaction de l'*Humanité!* Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors aucune illusion réformiste et pacifiste n'est admissible. La lutte sera féroce. Il faut prévoir d'avance les conséquences inévitables de la riposte et s'y préparer.

Par son offensive actuelle, la bourgeoisie donne un caractère *nouveau*, incomparablement plus aigu, à la relation entre la situation économique et la situation sociale du capitalisme pourrissant. Exactement de même les ouvriers doivent aussi donner à leur défense un caractère nouveau, qui réponde aux méthodes de l'ennemi de classe. En se défendant contre les coups économiques du capital, il faut savoir défendre en même temps ses organisations contre les bandes mercenaires du capital. Il est impossible de le faire autrement qu'à l'aide de la *milice ouvrière*. Aucune affirmation verbale, aucun cri, aucune injure de l'*Humanité* ne pourront infirmer cette conclusion.

En particulier à l'adresse des syndicats il est nécessaire de dire : camarades, vos locaux et vos journaux seront saccagés, vos organisations réduites en poussière, si vous ne passez pas immédiatement à la création de *détachements de défense syndicale* (« milice syndicale»), si vous ne démontrez pas en fait que vous ne céderez pas au fascisme un seul pouce sans combat.

La grève générale n'est pas un jeu de cache-cache

Dans le même article (du 28 février) Thorez se plaint :

> « Le Parti Socialiste n'a pas accepté nos propositions d'une large action, *grève* y compris, contre les décrets-lois toujours en vigueur. »

Grève y compris? Quelle grève? Puisqu'il s'agit de l'abolition des décrets-lois, ce que Thorez a en vue, apparemment, ce sont non pas des grèves économiques partielles, mais la grève générale, c'est-à-dire politique. Il ne prononce pas les mots de « grève générale » pour ne pas faire remarquer qu'il ne fait que répéter notre ancienne proposition. A quelles ruses humiliantes doivent avoir recours ces pauvres gens pour masquer leurs oscillations et leurs contradictions !

Ce procédé est devenu, semble-t-il, une méthode. Dans la lettre ouverte du 12 mars, le Comité Central du Parti Communiste propose au Parti Socialiste d'ouvrir contre le service militaire de deux ans une campagne décisive « par tous les moyens, y compris la *grève* ». De nouveau la même formule mystérieuse! Le Comité Central a, évidemment, en vue la grève comme moyen de lutte politique, c'est-à-dire révolutionnaire. Mais pourquoi craint-il donc alors de prononcer tout haut le mot grève générale et parle-t-il de grève tout court ? Avec qui le Comité Central joue-t-il à cache-cache? N'est-ce pas avec le prolétariat ?

La préparation de la grève générale

Mais si on laisse de côté ces procédés déplacés pour sauver le « prestige », il reste le fait que le Comité Central du Parti Communiste propose pour la lutte contre la législation bonapartiste de Doumergue-Flandin la grève générale. Nous sommes pleinement d'accord avec cela. Mais nous exigeons que les chefs des organisations ouvrières comprennent eux-mêmes et expliquent aux masses ce que signifie dans les conditions actuelles la grève générale et comment il faut s'y préparer.

Déjà une simple grève économique exige d'ordinaire une organisation de combat, en particulier des *piquets*. Dans les conditions de l'exacerbation actuelle de la lutte des classes, de provocation et de terreur fascistes, une sérieuse organisation de piquets est la condition vitale de tout conflit économique important. Imaginons, pourtant, que quelque chef de syndicat déclare : « Il ne faut pas de *piquets*, c'est une provocation, — il suffit de l'*auto-défense* des grévistes ! » N'est-il pas évident que les ouvriers devraient conseiller amicalement à un tel « chef » d'aller à l'hôpital, sinon directement dans un asile d'aliénés. C'est que les piquets représentent précisément l'organe le plus important de l'auto-défense des grévistes !

Etendons ce raisonnement à la grève générale. Nous avons en vue non pas une simple manifestation, ni une grève symbolique d'une heure ou même de 24 heures, mais une opération de combat, avec le but de contraindre l'adversaire à céder. Il n'est pas difficile de comprendre quelle exacerbation terrible de la lutte des classes signifierait la grève générale dans les conditions actuelles ! Les bandes fascistes surgiraient de toutes parts comme des champignons après la pluie et tenteraient de toutes leurs forces d'apporter le trouble, la provocation et la désagrégation dans les rangs des grévistes. Comment pourrait-on préserver la grève générale de victimes superflues et même d'un complet écrasement sinon à l'aide de détachements de combat ouvriers sévèrement disciplinés ? *La grève générale est une grève partielle généralisée. La milice ouvrière est le piquet de grève généralisé.* Seuls des bavards et des fanfarons misérables peuvent dans les conditions actuelles jouer avec l'idée de la grève générale, en se refusant en même temps à un travail opiniâtre pour la création de la milice ouvrière !

La grève générale dans une «situation non-révolutionnaire»?

Mais les malheurs du Comité Central du Parti Communiste ne sont pas finis.

La grève générale, comme le sait tout marxiste, est un des moyens de lutte les plus révolutionnaire. La grève générale ne se trouve possible que lorsque la lutte des classes s'élève au-dessus de toutes les exigences particulières et corporatives, s'étend à travers tous les compartiments des professions et des quartiers, efface les frontières entre les syndicats et les partis, entre la légalité et l'illégalité et mobilise la majorité du prolétariat, en l'opposant activement à la bourgeoisie et à l'Etat. Au-dessus de la grève générale, il ne peut y avoir que l'insurrection armée. Toute l'histoire du mouvement ouvrier témoigne que toute grève générale, quels que soient les mots d'ordre sous lesquels elle soit apparue, a une tendance interne à se transformer en conflit révolutionnaire déclaré, en lutte directe pour le pouvoir. En d'autres termes : la grève générale n'est possible que dans les conditions d'une extrême tension politique et c'est pourquoi elle est toujours l'expression indiscutable du caractère révolutionnaire de la situation. Comment en ce cas le Comité Central peut-il proposer la grève générale ? « La situation n'est pas révolutionnaire » !

Peut-être Thorez nous objectera-t-il qu'il a en vue, non pas la véritable grève générale, mais une petite grève bien docile, tout juste bonne pour l'usage propre de la rédaction de l'*Humanité* ? Ou, peut-être, ajoute-t-il discrètement que, prévoyant le refus des chefs de la S.F.I.O., il ne risque rien en leur proposant la grève générale ? Mais le plus vraisemblable est que Thorez, en guise d'objection, nous accusera simplement de monter un complot avec Chiappe, l'ex-Alphonse XIII et le Pape : ce sont les réponses qui réussissent le mieux à Thorez !

Mais tout ouvrier communiste, qui a une tête sur les épaules, doit réfléchir aux contradictions criantes de ses malheureux chefs : il est impossible, voyez-vous, de bâtir la milice ouvrière parce que la situation n'est pas révolutionnaire; il est même impossible de faire de la propagande en faveur de l'armement du prolétariat, c'est-à-dire de préparer les ouvriers à la situation révolutionnaire future; mais il est possible, semble-t-il, d'appeler maintenant même les ouvriers à la grève générale, malgré l'absence de situation révolutionnaire. En vérité on dépasse ici toutes les bornes de l'étourderie et de l'absurdité !